

Rue d'Aubagne : les habitants entre exaspération et espérances

COMMÉMORATION

Habitants, collectifs et associations se sont retrouvés samedi, au lendemain de l'hommage solennel aux 8 victimes du drame de la rue d'Aubagne lors d'une agora à ciel ouvert. Perspectives.

Comment faire face à la fois à la « lenteur extrême » du temps administratif et judiciaire, et répondre aux situations « insoutenables » des mal-logés et des délogés ?

Trois ans après le drame, le constat dressé au fil des expertises, des diagnostics et des arrêtés de péril est accablant. Quelque « 4 000 immeubles qui sont potentiellement insalubres », relève Patrick Lacoste, de l'association Un Centre-ville pour tous, qui mène le combat contre l'habitat indigne depuis le début des années 2000. Et ici, tout reste encore à faire, ou presque. La création de la société publique locale en charge de la rénovation du centre-ville (SPLA-IN), avec l'appui de l'État, ouvre - enfin - une perspective. Mais « c'est juste le début », soupire un militant associatif.

4 000 immeubles insalubres

Re-diagnostic, enquête immeuble par immeuble pour un nouvel état des lieux, interventions foncières, relogement des locataires... « Ça ne débutera pas avant trois ans », estime Guédouar Moncef, un nouvel habitant. « Il faut d'ores et déjà préparer les relogements, c'est à mon sens une priorité, faire en sorte que tout le monde puisse être relogé », souligne-t-il. Les



Plus d'une centaine de personnes ont participé à cette agora, à l'invitation des collectifs et associations, rue d'Aubagne, à hauteur des bâtiments qui se sont effondrés le 5 novembre 2018. PHOTO S.F.

militants du Collectif du 5 novembre mentionnent que la version 2 de la charte du relogement a été validée par le conseil municipal de Marseille. Encore faut-il de la « transparence », relance Maël Camberlein, du Collectif du 5 novembre pour tout ce qui concerne les expertises, notamment. Différents dispositifs devraient être mis en place également à l'adresse des propriétaires et des copropriétés. Sur le papier.

Pendant les discussions, d'autres bénévoles préparent, dans la bonne humeur, la soupe qui sera mise sur les grandes tables dressées dans la rue peu après midi.

Concrètement, « il faut qu'on puisse se donner des tuyaux sur

les bonnes entreprises, celles qui travaillent bien et les syndicats aussi », reprend une habitante. « J'en suis à trois ans de travaux, et la semaine dernière, je me suis retrouvée avec la pluie, qui tombait au troisième étage... Et il va falloir en refaire ! »

Des vies suspendues à l'évolution de la situation

Personne s'étonne dans l'assistance. La « rénovation » c'est souvent du fric facile : des matériaux et de la main-d'œuvre à bas coût, des placos et des sous-plafonds cache-misère... Quand les marchands de sommeil ne surfent pas sur la pénurie d'habitations qui s'accroît d'année en année. « Il faut impérativement réquisitionner les logements en Airbnb,

il y en a 400 ici. Les touristes n'ont pas conscience de l'impact que ça a. » Il en est des habitants de Noailles comme ceux de la Plaine : une même volonté de rester ici, chez eux. Et là encore, « il y a plein d'autres quartiers qui sont concernés, comme certains grands ensembles, mais qui n'ont pas pu se mobiliser comme Noailles », rappelle une participante. Pour bon nombre d'entre eux, la vie quotidienne est encore « suspendue » à l'évolution de la situation.

« Mon assureur a décidé de résilier mon contrat habitation », raconte Virginie, habitant en face de la dent creuse, (notre édition de samedi). Son voisin et commerçant embraye aussitôt : « Comment je fais pour

La transparence en jachère

« Nous demandons plus de transparence. » Le Collectif du 5 novembre et celui des écoles de Marseille ont décidé d'interpeller les « 303 élus de Marseille et des mairies de secteur » concernant les difficultés rencontrées pour avoir accès à différents documents administratifs censés être « publics ». Il s'agit notamment pour la Ville de Marseille, de « documents sur la sécurité et l'amiante dans les écoles » et « le financement des écoles privées », détaille Arnaud Dupleix du Collectif des écoles. Et « des expertises des immeubles, pour les habitants ainsi que les documents sur les "îlots démonstrateurs", dans le cadre de la rénovation du centre-ville », poursuivent Maël Camberlein et Kevin Vacher. Et « la commission d'accès aux documents administratifs (Cada) nous a donné raison... », insistent-ils. S.F.

me faire livrer quand on doit demander par écrit de baisser les plots de sécurité du haut de la rue d'Aubagne ? », interpelle-t-il. Les militants répondent d'une seule voix qu'ils vont intervenir. Sans rien lâcher, trois ans après. Comment tenir dans la durée ? « On tient parce qu'il y a une émulation, parce que je veux croire que l'humanité a encore des tripes, et parce qu'il y a une espérance au bout », répond Patrick Lacoste. Sylvain Fournier

TÉMOIGNAGES

RECUEILLIS PAR S.F.

Laura Spica, Noailles Debout

« Cette maquette du quartier, réalisée par l'école d'architecture de Marseille, et portée par des jeunes de Noailles jusqu'au Musée, c'est le fruit d'un travail de trois ans. Du fait d'être allée à leur rencontre. Après l'effondrement, ces jeunes, comme les autres habitants, se sont retrouvés face à un grand vide. D'où l'importance de les aider à mener des projets, les solliciter pour différentes actions et cette commémoration. Car on ne fait rien seul. »



Maël Camberlein, Collectif du 5 novembre

« Il y a 1 400 personnes qui sont encore dans des logements provisoires dont 400 dans des apparts hôtels. Il me semble très clair que la construction de 200 logements sociaux prévus dans le cadre du PPA [projet partenarial d'aménagement du centre-ville] est très en deçà des besoins, car il faut à la fois se donner les moyens de reloger dignement les locataires et permettre les opérations de logements tiroirs, le temps des travaux de rénovation. »



Sandra Comptour, architecte

« Comment mobiliser les habitants pour faire de la concertation ? Nous participons aux réunions de la maîtrise d'usage. Une co-construction de projet avec la puissance publique. Au début, elle avait un peu peur... Ce travail se poursuit, il est indispensable, d'autant qu'il semble y avoir une volonté commune entre la Métropole et la Ville de Marseille. Dans tous les cas, nous voulons avoir l'assurance que les habitants ne soient pas oubliés ! »



Hervé Trémeau, directeur Destination familles

« Faire participer les habitants, ce n'est pas simplement qu'ils reçoivent de l'information ! C'est leur permettre d'être présents dans les instances participatives et techniques. C'est, du reste, un travail de fond, qui demande un véritable effort d'énergies et de financement. Et le risque, c'est l'épuisement des habitants et citoyens bénévoles sur la durée. D'où la nécessité d'une organisation et d'une bonne transmission des informations. C'est aujourd'hui un enjeu. »

